

BRÉSIL - Le Manifeste du Front de gauche pour les élections présidentielles d'octobre 2006

Revue À l'Encontre

jeudi 14 septembre 2006, mis en ligne par [Dial](#)

Nous lançons ce manifeste depuis le Quilombo dos Palmares, nous qui sommes animés par la lutte de Zumbi [1], afin de construire un Front de Gauche (PSOL [2] - PSTU [3] - PCB [4]) et proclamer la candidature d'Heloísa Helena à la présidence de la République.

Tout comme furent nécessaires la résistance des esclaves et un fort mouvement abolitionniste pour en terminer, par le passé, avec l'esclavage, aujourd'hui les travailleurs et travailleuses, les paysans, les classes moyennes, les intellectuels et les artistes, la jeunesse brésilienne, le peuple paupérisé ont tous besoin de faire entendre leur voix et de se mobiliser afin d'abattre l'esclavage moderne et de conquérir une patrie juste et souveraine. Le peuple brésilien ne peut pas être condamné à choisir entre Lula [5] et Alckmin [6], deux candidats qui défendent le même programme électoral, la même pratique politique marquée par la corruption qui domine au Congrès national et dans le gouvernement. La candidature d'Heloísa Helena est une alternative réelle pour le peuple brésilien contre ces deux candidats appuyés par les banquiers.

Le Front de Gauche veut libérer le pays des griffes du capital financier et de l'impérialisme. Ont leur place dans ce front : les travailleurs, les chômeurs, les millions d'hommes et de femmes qui sont plongés dans l'économie informelle et affrontent les dures peines de leur travail, les organisations politiques et sociales des travailleurs, les activistes indépendants, enfin tous les Brésiliens qui se révoltent face à la corruption et à la soumission aux grands capitaux financiers et bancaires. Nous allons nous réunir, ensemble, dans des actions de luttes directes dans les rues et au sein des organisations de masse ; nous allons nous battre pour obtenir l'appui électoral des travailleurs, contre les deux blocs de la classe dominante, celui du PT [Parti des travailleurs] et celui du PSDB-PFL [Parti de la social-démocratie brésilienne et Parti du front libéral].

Le PT et le PSDB gouvernement pour 20 000 familles

La bataille électorale s'intègre à la lutte du peuple. Dans les élections nous allons montrer que les banquiers et les grands entrepreneurs, représentés par les politiciens et partis conservateurs, gouvernent déjà [le pays] et ne représentent pas une alternative pour le Brésil. Nous allons présenter une nouvelle alternative face au bloc de gouvernement du PT et de ladite opposition bourgeoise du PSDB-PFL. Ces derniers s'opposent et se disputent dans le seul but d'occuper plus d'espace politique, pour voir qui va détenir la machine gouvernementale ; toutefois, ils sont d'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire pour une politique économique néolibérale et pour la défense de ces institutions marquées par la corruption. C'est seulement une dispute pour savoir qui va retirer le plus d'avantages des privilèges que donne le pouvoir. Le PSDB et le PFL ont déjà fait la démonstration avec Fernando Henrique Cardoso (FHC) qu'ils gouvernent en faveur des banquiers et qu'ils font usage de la corruption dans la gestion quotidienne du pouvoir.

Mais la droite n'existe pas seulement dans le PSDB et le PFL, elle se trouve aussi dans le gouvernement Lula. Les banques ont obtenu plus de profits avec le gouvernement du PT qu'ils n'en réalisés avec FHC, alors que ces profits étaient déjà sidérants. Ce n'est pas par hasard qu'ils ont donné 7,9 millions de reais au PT et 4,3 millions au PSDB pour les élections de 2004.

Le gouvernement Lula versera aux banquiers quelque 520 milliards de reais sous forme d'intérêts pour le service de la dette publique. Plus de 70% de cette masse d'argent ira sur les comptes des 20'000 familles

les plus riches du Brésil [qui détiennent les obligations de l'Etat brésilien et donc encaissent une grande partie du service de la dette interne]. Pendant ce temps, le gouvernement dépense seulement 5,5 milliards de reais par an pour la "Bourse famille", un programme d'assistance qui est utilisé comme son principal instrument électoral.

Pour combattre la concentration des revenus, pour défendre le peuple et changer le Brésil, le Front de Gauche présente une série de propositions. Il lance un appel à la lutte et sollicite votre vote.

Conquérir la vraie souveraineté et l'indépendance nationale, en rompant avec l'impérialisme et le capital financier

La politique économique du gouvernement vise à répondre aux intérêts des marchés [financiers] internationaux, avec des taux d'intérêts élevés, la libre circulation des capitaux spéculatifs, le libre transfert des profits aux entreprises étrangères [vers le pays où se situe le siège de leur holding] ; tout cela fait du Brésil un exportateur de capitaux en direction des pays riches.

La dette extérieure continue à saigner les ressources nationales. Le service de la dette publique absorbe quelque 40% du budget de l'Etat fédéral, alors que moins de 5% sont consacrés aux investissements. Nous reprenons la proposition faite par le mouvement "Jubilée 2000" contre la dette : suspendre le paiement du service de la dette extérieure et réaliser un audit. En rapport avec la dette interne nous exigeons un audit, conformément à ce qui est prévu dans la Constitution de 1988 ; il s'agira de déterminer le profil des créanciers afin d'identifier les spéculateurs et les grandes entreprises qui verront suspendus le paiement des intérêts.

Les groupes étrangers utilisent des secteurs stratégiques pour transférer d'importants profits en direction de leurs maisons mères. Les secteurs stratégiques, tels que le pétrole, les télécommunications, l'énergie et la sidérurgie, doivent être placés sous le contrôle du peuple brésilien.

La proposition d'un nouveau projet alternatif économique et social exige des changements structurels que le capitalisme brésilien n'a jamais réalisés. Dans le contexte de la mondialisation néolibérale, ces changements sont plus éloignés, parce qu'ils ne pourront pas être concrétisés sans effectuer une rupture avec la domination impérialiste.

L'élimination de la tyrannie financière, de la spéculation et du fardeau de la dette, le contrôle des flux de capitaux, la récupération de la capacité d'intervention et de régulation étatiques, l'expansion des services publics, ainsi que la redistribution et la garantie des revenus, comme la création d'emplois, la réforme agraire et urbaine, la préservation de l'environnement, tout cela constitue des mesures indispensables pour que nous puissions surmonter la misère dans laquelle est plongée la majorité de la population brésilienne et offrir une réponse aux revendications historiques des travailleurs et travailleuses et du peuple.

Avec les 520 milliards de reais du service de la dette payés par Lula aux banquiers pendant son mandat [quatre ans], il aurait été possible d'établir un plan collectif et national afin de résoudre des problèmes sociaux extrêmement graves. [Avec cette somme,] nous pourrions construire, par exemple, six millions d'habitations populaires (ce qui correspond au manque d'habitats dans le pays) dont le coût unitaire serait de 12'000 reais et, de ce fait, employer pour cette œuvre une partie des chômeurs du pays. Cet argent [du service de la dette] pourrait encore servir à financer un plan effectif de réforme agraire, en installant 4,5 millions de familles de sans-terre, avec un investissement pour chacune d'entre elles à hauteur de 17'500 reais. Nous pourrions encore doubler les dépenses nationales de 2005 pour l'éducation (21 milliards) et pour la santé (40,5 milliards). Le total de ces projets, décisifs pour résoudre les problèmes sociaux du pays, coûterait 394,5 milliards de reais, c'est-à-dire bien moins que les milliards offerts par Lula aux banquiers.

Pour de nouvelles institutions réellement démocratiques qui impliquent un nouveau pouvoir sous le contrôle direct des travailleurs et du peuple

Le gouvernement Lula a offert le théâtre d'une crise politique qui, à nulle autre pareille, a offert au regard

de l'opinion publique les mécanismes internes d'un régime de démocratie biaisée, sous l'emprise du pouvoir économique et de la corruption. Cela a révélé, de manière éclatante, la pourriture des institutions de ce régime. La présidence de la République, l'exécutif, le pouvoir judiciaire, le Congrès national [Chambre des députés et Sénat], les partis politiques et les principales institutions de la République ont été perçues, de manière évidente, comme des instruments des classes dominantes au service de la corruption et de l'exploitation du peuple.

Lula et Alckmin sont les représentants de la corruption régnante dans ce pays. Il n'est pas possible que l'idée que "tous sont identiques" se répande, car la majorité absolue du peuple n'a rien à voir avec cela. La corruption des politiciens et des élites est propre à ce système capitaliste.

La présentation d'un projet de démocratisation radicale du pouvoir et de l'action politique doit se faire en combinant, toujours et de manière systématique, la dénonciation de la démocratie décadente de l'argent et de la corruption avec, en contrepoint, la présentation d'une véritable démocratie participative et d'une action des travailleurs et du peuple, que nous devons construire. La nécessité de re-démocratiser radicalement le pouvoir, en modifiant son contenu de classe, devra être répétée sans restriction comme la condition préliminaire pour l'application d'un programme d'urgence capable de sortir le pays de la crise et de résoudre les problèmes de la majorité du peuple.

Nous voulons que les électeurs et les électrices puissent révoquer le mandat de ceux et celles qui sont élus et qui ne tiennent pas leurs promesses. Nous demandons l'emprisonnement et la confiscation des biens des corrompus et des corrupteurs. Nous exigeons un changement radical des modalités du système de représentation populaire et des mandats parlementaires, cela au moyen de la création d'un financement public exclusif des campagnes électorales, de la démocratisation du temps alloué pour la propagande électorale dans les médias, de l'introduction de la révocabilité des mandats et de la fin de la clause barrière [réunion de plus de 500'000 signatures légalisées pour obtenir la reconnaissance comme parti] qui rend difficile la représentation des partis ou des candidats sans pouvoir économique. Ces mesures doivent attaquer radicalement la corruption en mettant fin aux systèmes de connivence entre privilégiés, en mettant fin aux secrets bancaire et fiscal, en instaurant un salaire pour les parlementaires et les gouverneurs [des Etats de la République fédérale] définis suite à un référendum, salaire indexé sur le salaire minimum.

Dans le but d'obtenir une vraie souveraineté populaire au Brésil, le Front de gauche déclare qu'avec le gouvernement de la camarade Heloísa Helena le peuple brésilien sera appelé - suite à une intense campagne de mobilisations - à décider, à avoir le dernier mot pour ce qui a trait : aux relations avec l'impérialisme (le FMI, ZLEA/ALCA, etc.) ; à la dette externe et interne et à la nécessité d'une véritable indépendance nationale ; à la réforme agraire et urbaine et au nouveau statut concernant la propriété de la terre ; à la détermination du niveau du salaire minimum et des priorités budgétaires ; aux critères pour la préservation de l'environnement, etc.

Une nouvelle abolition est nécessaire, pour en finir avec l'esclavage moderne

Une partie gigantesque du peuple brésilien vit encore dans une situation de semi-esclavage ; à commencer par l'esclavage du travail salarié mal rémunéré et sans reconnaissance des droits élémentaires du travail. Vingt-deux millions de Brésiliens survivent avec le salaire minimum [quelque 200 francs par mois en juillet 2006, à Rio], l'un des plus bas du monde. Une enquête de l'IBGE [Institut brésilien de géographie et de statistiques] démontre que 46,7% des familles considèrent ne pas manger à leur faim, un taux qui atteint quasi 70% dans la région du Nordeste. Alors que, les 5'000 familles les plus riches du pays, qui représentent 0,01% du total des familles, concentrent un patrimoine qui équivaut à 46% du total de la richesse créée sur un an au Brésil (Produit intérieur brut).

Au cas où Lula ou Alckmin serait élu, la situation irait de mal en pis. Lula s'est déjà engagé à promulguer une réforme du droit du travail qui sera un coup très dur porté contre les conquêtes historiques des travailleurs, en réduisant les jours fériés et le treizième salaire. Le projet "Super-Simples" [projet de loi du gouvernement Lula qui doit réduire les droits des travailleurs des petites et moyennes entreprises et qui a pour vocation d'être généralisé] du gouvernement, débattu au Congrès, anticipe déjà cette réforme en diminuant les droits des travailleurs des petites entreprises.

Une politique radicale débouchant sur une mise en question de la surexploitation du travail au Brésil - qui

accentue le chômage chronique et la précarisation du travail - constitue une des lignes de force du programme du Front de gauche. Nous revendiquons un plan d'investissement et de travaux publics afin de réduire le chômage, conjointement à une réduction du temps de travail journalier, sans réduction de salaire. Nous voulons doubler le salaire minimum, de suite. Nous nous prononçons pour une ample réforme agraire, contrôlée par les travailleurs et les travailleuses de la terre. Nous sommes partisans de révoquer les contre-réformes néolibérales, à commencer par celles des retraites [fonds de pension]. Nous disons NON à la réforme du code du travail et de la réorganisation des syndicats, voulue par le gouvernement et le FMI. De même, nous disons non à la réforme universitaire visant à élargir la privatisation.

Nous revendiquons la révocation immédiate des privatisations des entreprises étatiques, à commencer par celle de la Companhia Vale do Rio Doce [7]. Nous exigeons : l'annulation de la privatisation partielle de la Petrobrás et de la nouvelle législation concernant le contrôle des réserves pétrolières. Le gouvernement doit se retirer des négociations sur la ZLEA-ALCA. Nous demandons le retrait immédiat des troupes brésiliennes à Haïti. Nous donnons un appui total à la nationalisation du gaz en Bolivie.

Nous revendiquons la création de crèches et de classes de maternelle pour les enfants de 0 à 6 ans, afin de défendre et d'appuyer les femmes travailleuses. Nous luttons contre toutes les formes de discrimination raciale et sexuelle. De plus, nous exigeons l'imposition sévère des grandes fortunes, des profits des banques et des grandes entreprises ; ainsi que le contrôle public des travailleurs et des consommateurs sur la production des biens essentiels qui relève d'une nécessité pour toute redistribution des revenus qui puisse en finir avec les énormes inégalités, qui sont une honte pour notre pays.

Depuis le Quilombo dos Palmares nous appelons les travailleurs et les travailleuses à se rebeller de nouveau contre le nouvel esclavagisme. La dignité du travailleur commence par son droit au travail et à un salaire digne. Il est nécessaire d'oser, il est nécessaire de créer le nouveau. Le nouveau c'est le Front de gauche.

Ni Lula ni Alckmin ! Heloísa Helena Présidente !

Traduit du brésilien par *A l'Encontre*.

http://www.alencontre.org/page/Brazil/BrazilFrontdeGauche09_06.htm

Notes

[1] Zumbi est le dernier dirigeant du Quilombo dos Palmares qui se trouvait dans l'actuel Etat d'Alagoas, dans le Nordeste du Brésil. Un quilombo est une sorte de refuge pour les esclaves ayant échappé à leurs maîtres. Le Quilombo dos Palmares avait une superficie proche de celle du Portugal actuel. Face aux attaques des Portugais, cette « république » avait développé des capacités de résistance militaire. Zumbi est né en 1655 dans le Quilombo, donc libre. Il fut capturé et éduqué par un missionnaire. Il fut donc baptisé et « civilisé ». En 1670 il s'échappa et retourna à Palmares. A l'occasion d'une tentative de conciliation entre le dirigeant du Quilombo, Ganga Zumba, et le gouverneur militaire de Pernambuco, Zumbi refusa que la « liberté soit octroyée » aux habitants de Palmares en échange d'une soumission de la région aux autorités portugaise, cela alors que le règne de l'esclavage continuait pour le reste de la population noire. Zumbi prit la direction du quilombo. En 1694, une offensive militaire d'envergure fut lancée contre la principale colonie du quilombo. Blessé Zumbi s'échappa, mais trahi, il fut capturé et décapité le 20 novembre 1695 ; sa tête fut exposée sur la place centrale de Recife pour administrer la preuve qu'il n'était ni invincible, ni immortel. Le 20 novembre est une date qui a aujourd'hui un sens important pour la population noire du Brésil. (NdR).

[2] PSOL, Parti du socialisme et de la liberté, dont l'origine remonte à l'expulsion du PT en 2003, suite

à l'opposition ouverte à la politique néolibérale du gouvernement Lula, de la sénatrice Heloisa Helena (de l'Etat d'Alagoas, et anciennement membre du courant Démocratie et socialisme du PT, dont l'une des figures les plus connues a été ministre de la réforme agraire), de la députée Luciana Genro (de l'Etat de Rio Grande do Sul, membre du courant Mouvement de la gauche socialiste - MES) et du député Joao Batista Oliveira (dit Baba, de l'Etat de Parana, membre du Courant socialiste des travailleurs - CST). Le PSOL réunit diverses tendances telles que le MSP, la CST, Enlace (composée en grande partie de membres ayant rompu avec Démocratie et socialisme, courant qui reste, lui, dans le PT), etc. Le PSOL a obtenu sa légalisation en 2005 et la candidature à la présidence de la République d'Heloisa Helena a été confirmée au plan légal, en mai 2006, par le Tribunal supérieur électoral (TSE). Le candidat à la vice-présidence est Cesar Benjamin, économiste, animateur des campagnes contre l'ALCA ; il fut l'un des créateurs du PT.

[3] Le PSTU, Parti socialiste des travailleurs unifié, a été fondé en 1994. Il est issu d'une rupture avec le PT. La rupture de 1994 a été précédée par un long débat qui dura quelque deux ans et permit d'unifier des tendances pour l'essentiel liées au marxisme révolutionnaire. Le PSTU a une activité militante notable et joue un rôle de premier plan dans l'essor d'une « force syndicale » en rupture avec la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) qui a comme nom Conlutas.

[4] Le PCB, Parti communiste brésilien, dont l'origine remonte à 1922.

[5] Actuel président du Brésil et qui se représente pour un nouveau mandat comme candidat du PT et des alliés gouvernementaux.

[6] Geraldo Alckmin fut gouverneur de l'Etat de Sao Paulo de 2001 à 2006. Il est candidat du PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne, créé en 1988 et dont faisait partie l'ancien président Fernando Henrique Cardoso) à la présidence de la République.

[7] La Companhia Vale do Rio Doce est la principale firme opérant dans le secteur des minerais de fer et de manganèse de toute l'Amérique Latine, elle est implantée dans 14 Etats brésiliens et présente sur les cinq continents ; elle domine aussi le secteur sidérurgique.